

Monsieur le Président de la République,

Si je m'adresse à vous aujourd'hui par le biais de cette lettre ouverte, c'est parce qu'en tant qu'élu de la République - au même titre que vous - je vous ai demandé un rendez-vous, à vous-même, à votre 1er ministre et à votre ministre de l'intérieur voilà déjà plusieurs semaines. Or, malgré l'urgence humanitaire à laquelle je dois à nouveau faire face dans ma commune, vous refusez de prendre en considération l'urgence extrême de ma sollicitation.

Je décide donc, aujourd'hui, de prendre la France à témoin de mon interpellation.

Pour mémoire : le 10 avril 2017, le lieu d'accueil humanitaire de Grande-Synthe brûlait.

C'était hier. C'était il y a trois mois. C'était il y a une éternité.

Ce lieu d'accueil a permis, pendant plus d'un an d'existence, de mettre à l'abri des milliers de personnes, hommes, femmes, enfants, essentiellement kurdes, puis afghans, venus d'horizons divers, souvent de zones de guerres ou en prise au terrorisme.

Si j'ai décidé, seul, de construire ce lieu d'accueil humanitaire en décembre 2015 avec l'aide de MSF, c'est parce que tout comme aujourd'hui, je n'obtenais aucune réponse du gouvernement de l'époque à mes interpellations face à un véritable drame humanitaire qui se jouait sur ma commune. Des centaines, puis de milliers de personnes venaient trouver refuge sur le sol de ma petite ville de 23 000 habitants. Quel choix s'offrait à moi, en tant que garant des valeurs de la république française ? Dans mon monde, Monsieur le Président, celui que je m'échine à construire, les mots Liberté, Egalité, Fraternité ne sont pas des anagrammes hasardeux piochés à l'aveugle dans une pochette usagée d'un vulgaire jeu de société.

Est-ce que les mêmes causes devront produire les mêmes effets cet été 2017 ?

Notre lieu d'accueil, communément appelé La Linière, a permis pendant des mois d'être un lieu de premier secours humanitaire, offrant ce temps de répit et de récupération à toutes celles et ceux qui avaient tant risqué et déjà tant perdu pour arriver jusqu'à Grande-Synthe - à défaut de pouvoir passer en Angleterre par Calais - .

La Linière n'était pas « un point de fixation » Monsieur le Président, mais bien un point d'étape. Un lieu de transit sur la route de la migration qui pousse ces milliers de personnes vers l'Angleterre.

Il n'a créé aucun « appel d'air » contrairement à ce qu'affirme votre ministre de l'intérieur, puisqu'ils étaient déjà 2 500 sur ma ville avant que je décide de la construction du site !

Il y avait, jusqu'en octobre 2016, près de 6 000 réfugiés à Calais alors que rien n'avait été conçu pour les accueillir.

Ils étaient plus de 3 000 à Paris avant qu'Anne Hidalgo ne décide courageusement de créer un lieu d'accueil à La Chapelle et à Ivry.

Ils sont aujourd'hui, comme hier, plus de 100 à Steenvoorde, dans le nord, alors que rien n'existe pour eux.

Évoquer l'appel d'air n'est que prétexte à l'immobilisme !

Un immobilisme ravageur sur le plan humain.

Un immobilisme mortifère.

Un immobilisme indigne de la France, patrie dite des « Droits de l'Homme et du Citoyen ».

Un immobilisme contraire à vos récentes déclarations à Bruxelles et à Versailles.

De mars à août 2016, nous avons avec l'aide de l'état, du travail extraordinaire d'associations dévouées, des non moins remarquables ONG - Médecins Sans Frontières, Médecins du Monde, la Croix Rouge Française, Gynécologie Sans Frontières, Dentistes Sans Frontières - et des services de la ville, ramené le camp à une jauge « raisonnable » puisque la population sur le site est passée de 1 350 personnes à 700.

C'est le démantèlement de la Jungle de Calais qui est venu bousculer notre lieu d'accueil humanitaire et conduit à la fin que nous connaissons.

Je reçois aujourd'hui de nombreux témoignages, y compris de personnes antérieurement hostiles au camp, qui m'interpellent sur son rôle et son utilité pour tous ; les réfugiés évidemment, mais aussi les associations et à mots couverts les divers services de l'état qui voyaient dans ce camp un outil pour canaliser la pression et éviter ce que nous connaissons depuis sa disparition : l'étalement et l'éparpillement des migrants sur tout le littoral dans des conditions de vie indignes.

Expliquez-moi, Monsieur le Président, comment aujourd'hui peut-on prétendre contrôler quoi que ce soit, prévoir quoi que ce soit alors que ne prévaut qu'une politique de fermeté et d'intransigeance contre les réfugiés, secondée d'un mépris total envers les associations ?

Comment aujourd'hui pourrait-on se contenter de « disperser et ventiler » les réfugiés pour les condamner à errer sans but comme s'ils étaient par nature invisibles ?

Ces migrants, ces réfugiés ont tous une identité et une vie, Monsieur le Président.

Ils cherchent à Paris, Grande-Synthe, Calais, Steenvoorde ou ailleurs, un refuge.

Ne le voyez vous pas ? Ou peut-être ne le comprenez-vous pas ?

En les traquant comme des animaux, nous les transformons inévitablement en bêtes humaines.

On les traque de la sorte en espérant - peut-être ? - qu'ils craquent et commettent des méfaits qui justifieraient l'emploi de la force et les évacuations musclées. Vous pourrez alors, en bout de course, l'affirmer avec pédagogie – démagogie ?- « On vous l'avait bien dit ! »

Nous serions ainsi condamnés à l'impuissance et au cynisme en évitant de construire des lieux d'accueil humanitaires parce qu'ils provoqueraient « un appel d'air inévitable » ? Nous devrions choisir l'aveuglement, changer le prisme de notre conscience objective pour ne simplement plus voir ceux qui reconstituent des campements aujourd'hui, et demain, c'est certain, des jungles ?

Préfère-t-on les « jungles » à des lieux d'accueil humanitaires dans notre République française du 21ème siècle ?

Préfère-t-on nier les problèmes et s'en remettre à des recettes qui ont déjà toutes échouées ?

Préfère-t-on réellement bloquer ces migrants en Lybie, où la plupart d'entre eux se font violer ou torturer, loin de nos frontières et de nos yeux bien clos ?

Monsieur le Président, vous avez déclaré récemment à Bruxelles : « la France doit se montrer digne d'être la patrie des Droits de l'Homme en devenant un modèle d'hospitalité ».

Au même moment, votre ministre de l'intérieur fustigeait les associations à Calais en leur demandant « d'aller faire voir leur savoir-faire ailleurs ! ».

Ces discours étrangement contradictoires ne peuvent perdurer.

Mettez vos déclarations en actes !

Le gouvernement a choisi délibérément de tracer une frontière invisible, une ligne de démarcation organisant d'un côté la prise en charge des réfugiés via les Centres d'Accueil et d'Orientation (CAO) et laissant à l'abandon de l'autre côté, sur le littoral des Hauts de France, à la fois les migrants et les collectivités.

C'est, je vous l'écris Monsieur le Président, honteux et inacceptable !

J'ai croisé sur le lieu humanitaire de la Linière, bien des destins ; des destins meurtris, blessés mais toujours dignes.

D'aucuns diront peut-être que ma vision est « angélique ».

Je sais mieux que quiconque que La Linière était loin d'être parfaite. Mais notre lieu d'accueil était à l'époque la seule et indispensable réponse à l'urgence.

J'ai toujours soutenu depuis leur création la constitution de centres d'accueil et d'orientation et j'ai défendu les mérites de ces dispositifs dans tous mes déplacements ainsi qu'auprès de mes collègues maires.

Nombre d'entre eux témoignent d'ailleurs de la richesse qui en découle. Lorsqu'ils en ouvrent sur leur commune, tout se passe merveilleusement bien, avec les réfugiés, comme avec la population locale. En dépit quelquefois de manifestations préalables à l'annonce de l'ouverture des CAO.

Il faut les multiplier, les renforcer, asseoir davantage les fonctions d'accueil et d'orientation avec l'aide des associations, des citoyens locaux, plutôt que de s'en servir comme de lieux permettant d'y repousser les réfugiés.

Je souhaite que nous construisions une répartition territoriale du dispositif national d'accueil dans lequel le littoral Côte d'Opale devra aussi prendre sa part. Nous pourrions y créer des lieux d'accueil et de transit dans lesquels, celles et ceux qui arrivent sur le littoral, comme c'est le cas à Paris, se poseront quelques jours et réfléchiront à la suite de leur parcours. Car tant que l'Angleterre sera là, à portée de vue des falaises, des réfugiés voudront s'y rendre. - Et à cela, vous ne pourrez rien changer -.

Grande-Synthe est prête à accueillir dignement, à la hauteur d'un lieu dimensionné et respectueux des lois et des personnes y séjournant. Nous avons ici ou à Paris démontré que cela était possible, à la condition que l'Etat nous accompagne.

Il faudra que vous persuadiez d'autres maires d'accepter d'ouvrir des lieux, en les accompagnant financièrement au titre d'une «péréquation humanitaire ». Quelle magnifique mesure ce serait là ! Une mesure chargée de symbole !

Il faudra aussi, Monsieur le Président, réformer le droit d'asile, rendre plus rapide l'examen des demandes et élargir la notion de protections, alors que les procédures sont aujourd'hui décourageantes et malsaines.

Enfin parce que cela est une exigence absolue, nous devons tout faire pour lutter contre les réseaux de passeurs, comme je l'ai fait à Grande-Synthe. Je réaffirme au passage, que ce ne sont pas les lieux d'accueil qui favorisent les réseaux de passeurs, mais bel et bien les frontières, les

murs, les barbelés et les garde-frontières que l'on multiplie qui donnent naissance à ces réseaux mafieux. Depuis toujours.

Il faudra donc, au-delà des réponses répressives de la police et de la justice, assécher ce trafic intarissable en créant des corridors humanitaires entre l'Europe et les pays de départ, aux frontières de ces pays, et accorder beaucoup plus de visas humanitaires. Visas qu'il faudra rendre européens.

Monsieur le Président, il fut un temps où la France a tristement organisé 54 000 traversées de l'Atlantique pour transporter 13 millions d'esclaves.

Il est venu l'heure de laver cet affront historique aux yeux du monde, en organisant un accueil avec le minimum d'hospitalité et de dignité qu'exige la vie de tout être humain. A fortiori dans ce beau pays qui nous/vous a été confié, où constitutionnellement «Tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ».

Vous allez sortir un nouveau texte fixant de «nouvelles» directives, élaborer un «nouveau» plan. Un de plus. La liste est pourtant tristement longue.

Le problème, Monsieur le Président, c'est qu'aujourd'hui, la France est sur-administrée par des textes, et bien trop sous-administrée en moyens.

Il faut poser des actes.

Des actes audacieux.

Des actes courageux.

Dans l'espoir sincère que vous aurez le courage d'entendre ce que je tâche de vous écrire dans cette longue lettre et dans l'attente impatiente de vous lire,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mon profond respect.

Damien Carême
Maire de Grande-Synthe